

Service d'hiver : responsabilités pour les accidents dus au verglas

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **50 (1977)**

Heft 11

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-128023>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Service d'hiver

Responsabilités pour les accidents dus au verglas

Voici bien la saison où se pose sans cesse la question de savoir qui est responsable, et dans quelle mesure il l'est, lorsque des accidents entraînant des lésions corporelles et des dégâts matériels sont dus au verglas sur les routes. Nous sommes heureux que dans son travail paru dans le numéro d'octobre du «Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung» et intitulé «Au sujet de la responsabilité en droit privé de la communauté, en tant que propriétaire d'ouvrage et de bien-fonds», le professeur A. Kuttler, de Bâle, consacre un chapitre spécial à la responsabilité du propriétaire de la route. Comme le réseau routier ne peut pas être maintenu sous contrôle de la même manière qu'un bâtiment particulier, l'«imputabilité» des mesures propres à éviter et à supprimer les défauts est de la plus grande importance. C'est précisément pour les communes et les cantons ayant un vaste réseau routier que cette constatation du Tribunal fédéral joue un grand rôle, car alors les défauts mineurs et se produisant fréquemment auxquels l'usager de la route doit s'attendre ne sont pas considérés comme des vices de construction au sens de l'article 58 du Code des obligations (CO).

La nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral stipule que c'est en principe le droit public qui décide dans quelle mesure les routes publiques doivent être entretenues — si en particulier il faut sabler les routes et les trottoirs. Si le droit public ne règle rien ou si ses prescriptions ont été observées, on ne peut parler d'un vice d'entretien que si des prescriptions élémentaires ont été négligées. Dans l'ATF 98 II 43, le Tribunal fédéral dit clairement: «Si le droit public impose aux communes le soin d'éliminer le verglas sur leurs routes, cela ne signifie pas que chaque accident en rapport avec cette source de dangers provient d'un défaut d'entretien de la route au sens de l'article 58 CO. Il convient bien plutôt d'examiner dans chaque cas particulier si, d'après les circonstances du moment et les données techniques et financières, le propriétaire de la route était en mesure de remplir sa tâche... Le fait que le verglas peut être enlevé sans gros frais sur un tronçon de route n'est donc pas déterminant; les possibilités du propriétaire de la route et, conséquemment aussi, l'étendue de son devoir d'épandre du sable, sont bien plutôt dictées par l'ensemble des circonstances. Plus le réseau rou-

tier d'une commune est vaste et plus il y a de tronçons où le verglas peut se former, plus il importe de limiter l'obligation de sabler aux parcours particulièrement dangereux des routes à grand trafic. Il en va notamment ainsi pour les parcours en dehors des localités, car il est pratiquement impossible d'introduire une obligation générale de sabler si le canton est d'une certaine étendue. N'oublions d'ailleurs pas que le verglas peut apparaître subitement, surtout en montagne, et que si le froid dure, les moyens employés risquent de perdre leur efficacité en l'espace de quelques heures, en sorte que l'on ne peut raisonnablement pas demander aux communes de répéter le sablage toutes les deux heures ou de traiter certains endroits de façon particulière.»

La réserve du Tribunal fédéral relative à l'omission de mesures élémentaires découle du droit de surveillance de l'Etat sur les choses d'usage commun, qui met l'application des mesures élémentaires d'entretien au nombre des obligations de droit public du détenteur de la souveraineté. En font aussi partie les travaux élémentaires de nettoyage et d'entretien nécessaires à la sécurité du trafic. Mais là où manque une claire réglementation de droit public, il est difficile de répondre à la question de savoir ce qui fait partie des mesures «élémentaires» (par exemple, l'obligation de saler les routes en dehors des localités). «Pour les routes nationales qui doivent satisfaire à de hautes exigences en matière de technique des transports, les cantons ont le devoir d'assurer un service d'entretien efficace, qui garantisse une exploitation permanente et lutte contre les dangers de l'hiver, cela en vertu du droit fédéral (art. 36 bis, 2^e al., de la Constitution fédérale; art. 49 de la loi sur les routes nationales; art. 49 à 51 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les routes nationales). Etant donné l'importance de ce devoir, il doit à notre avis s'appliquer aussi au réseau des routes principales, construites avec l'aide de la Confédération, en tant qu'elles restent ouvertes au trafic. Dans la région des Alpes, ce réseau comprend des routes qui sont d'une importance capitale pour le trafic de transit ou pour le tourisme. En dehors des Alpes, il compte des routes d'une grande importance sur le plan suisse ou international... A l'intérieur des localités, le service d'hiver sur les routes principales fait partie des mesures élémentaires, alors que le reste du réseau routier doit être débarrassé de la neige et de la glace selon les disponibilités en personnel et les possibilités techniques et financières.» (Professeur Kuttler, loc. cit.)

Dans le dernier alinéa de son travail, le professeur Kuttler recommande aux communautés d'établir une claire réglementation de leurs obligations d'entretien, comme c'est le cas par exemple dans la loi sur les routes nationales, et de ne pas s'en remettre aux devoirs élémentaires prévus par le Tribunal fédéral. En effet, «on ne saurait supporter l'incertitude qui règne sur la question de savoir si par exemple le service d'hiver sur les routes principales hors des localités rentre dans les devoirs élémentaires.»

ASPAN

Nouveaux éléments de chauffage de Jura

Jura, Niederbuchsiten, offre maintenant également à d'autres fabricants d'appareils les corps de chauffe développés pour ses propres radiateurs à chauffage direct. Ces éléments se distinguent par des possibilités d'application particulièrement variées.

La construction des corps de chauffe assure un dégagement très rapide de la chaleur grâce aux lamelles en tôle d'acier galvanisé. Celle-ci est produite dans les éléments de chauffage tubulaires recouverts d'acier au chrome-nickel. Un détail de construction intéressant: le réchauffement rapide de l'air ambiant, assuré par la grande surface des lamel-

les, peut être effectué avec des températures de surface relativement basses. du tube de chauffe, des éléments de fixation et même des lamelles.

L'énergie thermique libérée est donc dégagée en grande partie par la conduction et la convection de la chaleur. La proportion des radiations est maintenue à un niveau bas, ce qui exerce également une influence positive sur les températures des revêtements. Avantage décisif de cette nouvelle construction: une durée d'utilisation remarquablement longue.

Les éléments sont produits en longueurs d'environ 250 à 500 mm., la puissance de chauffage comportant entre 300 et 1200 watts suivant la longueur. Le producteur est équipé pour

une fabrication en grande série, à cause de ses propres besoins et peut de ce fait offrir les corps de chauffe à des prix très avantageux (entre 15 fr. et 25 fr. par élément).

Pour de plus amples informations: Ing. dipl. ETH Urs Hammer, Jura — Fabricants d'appareils électriques L. Henzi-rohs SA, 4626 Niederbuchsiten. Tél. (062) 63 23 23, télex 68201.